



Toulouse Métropole
Gestion de l'eau et
de l'assainissement

Un choix politique le 13
Décembre: la bourse et les
dividendes ou le Service
Public ?

Lette ouverte de l'Union Départementale **des syndicats CGT de Haute- Garonne**

A Mesdames et Messieurs les Conseillers communautaires de Toulouse Métropole

Le 13 décembre prochain vous allez voter sur le mode de gestion de l'eau et de l'assainissement sur la Métropole de Toulouse.

Par ce courrier, l'Union Départementale des syndicats CGT de Haute-Garonne, soit plus de 400 syndicats et 15000 Usagers- syndiqué-es, vous fait part de ses analyses et positions sur le contexte et les enjeux de ce vote majeur.

La CGT s'est toujours battue pour la défense et le développement du service public. Ce combat qu'elle partage avec de nombreuses autres organisations syndicales et associations est d'autant plus d'actualité en cette fin d'année 2018. En effet, si la crise de 2008 a démontré combien le rôle des services publics était déterminant pour faire face, dix ans plus tard, la démonstration tient toujours tellement les dégâts du démantèlement des services et entreprises publiques sont un gâchis social et économique pour les millions de citoyens, qui sont de plus en plus nombreux à s'enfoncer dans la précarité et l'exclusion.

Les mouvements de colère et de révolte en cours sont loin de se limiter aux prix des carburants, même s'il est un des détonateurs. On le voit dans les prises de paroles et les nombreuses interviews, ce sont bien les questions de la justice fiscale, de l'utilisation du produit de l'impôt et en filigrane, celui de l'intérêt général et d'une société solidaire que posent les citoyens et ils ont raison !

Comment ne pas leur donner raison lorsqu'ils expriment leur ras le bol face à la précarité, à l'augmentation des prix, ainsi que leurs attentes en termes d'augmentation des salaires, des retraites, des prestations sociales, des indemnités de chômage, des minima sociaux... !!

Comment ne pas leur donner raison lorsqu'ils expriment leur ras le bol en constatant l'enrichissement démentiel de ceux qui sont déjà très riches ! D'autant plus que vous l'aurez constaté, les recettes escomptées de l'augmentation des taxes et impôts, ponctionnent non seulement les plus fragiles mais, comble du cynisme, elles sont quasiment égales à la perte de recettes de l'Etat provoquée par la suppression de l'impôt sur la fortune et les cadeaux divers pour les grands groupes dont Véolia, Vinci et consort !

C'est dans ce contexte que votre vote du 13 décembre déterminera le choix de la gestion d'un bien commun aussi important que celui de l'eau. Un choix qui touche à la protection de la planète et qui par le hasard du calendrier, ne pouvait pas être plus au cœur de l'actualité du moment et du débat politique qui occupe le devant de la scène.

Etant partie prenante du collectif Ô Toulouse, nous faisons nôtre, ses arguments politiques, techniques et chiffrés qui justifient la seule alternative de progrès et d'avenir à savoir: - la création d'une Régie Publique.

Ces arguments portent notamment sur:

- un juste prix de l'eau qui permette un niveau d'investissement à la hauteur des renouvellements et de la modernisation nécessaire du réseau et des équipements,
- des moyens de fonctionnement suffisants qui permettent un haut niveau d'entretien et un haut niveau de qualité de l'eau,
- des moyens permettant un travail de prospective, afin d'assurer ce haut niveau de qualité de l'eau et en quantité suffisante pour les générations futures, le tout en préservant les réserves et la biodiversité.

Enfin, comme il est de sa responsabilité pour toute création de Régie Publique, la CGT est vigilante et mobilisée pour que les salariés soient intégrés de droit, dans des conditions harmonisées par le haut et qui en aucun cas, ne puissent être inférieures à leurs conditions actuelles.

Enfin, la question de la légitimité du service public pour la gestion d'un bien commun de l'humanité indispensable à la vie sur terre, ne peut se passer de la démocratie participative avec la représentation des usagers (et non des clients) et des représentants des salariés au conseil d'administration.

Nous affirmons que ces objectifs du service public de l'eau sont incompatibles de près ou de loin, avec la gestion privée et ses dérives, défendues de façon dogmatique par les tenants du libéralisme, à savoir: la course indécente aux dividendes maquillée pour une grande part, en frais de siège dans une DSP. La CGT dénonce cette course aux profits effrénée qui est à l'origine du mouvement de colère actuel dans le pays !

La réunion publique du 13 Novembre: Alors qu'elle était censée éclairer les enjeux, nous constatons qu'elle a habilement servi de tribune aux tenants de la Délégation de Service Public à Véolia. Il faut dire que tout avait semblé t-il été prévu, jusqu'au choix de la date le soir même des annonces "mirifiques...." de Véolia sur le prix du mètre cube. On peut dire que partant de là, "les petits plats avaient été mis dans les grands" en terme d'argumentation et de coordination entre les divers intervenants, la touche finale portée par le Président, suivie de son interview le lendemain dans la Dépêche, étant censée fermer le ban.

Mais peine perdue, car rien ne lèvera le doute sur ce qui s'apparente à une opération commerciale et de communication sur un soit disant "*prix le plus bas de France*", ce qui ferait de Toulouse et avec les mêmes opérateurs privés que partout en France, la seule ville où la DSP arriverait à un prix du mètre cube moins élevé !? Qui pourra le croire ? Nous prenons sans risque le pari qu'il n'en serait rien, si vous décidiez de faire ce choix de la DSP..

Sachant que même si le prix est loin d'être le seul critère en faveur du service public, la participation démocratique des usagers et des agents à la gestion de la Régie vise en particulier à avoir un œil permanent sur sa réalité et sur la gestion des recettes, ce qui est impossible à l'heure actuelle avec la DSP. La preuve étant que s'il se vérifiait que les prix proposés le 13 novembre à l'ouverture des plis correspondent à une réalité objective, cela voudrait donc dire que depuis 12 ans, Véolia se "gave " de 25% de recettes indues via les actionnaires. Des recettes auxquelles ces derniers auraient finalement renoncé par philanthropie, ce qui est très difficilement crédible !

Devant ce flou créé et entretenu durant la réunion publique, il faut d'ailleurs relever que l'argumentation est passée par "les traditionnelles figures imposées". Ainsi, Monsieur le Maire de Blagnac s'est dévoué pour tenir le rôle de chauffeur de salle en déclinant localement, la veille antienne libérale qui voudrait que Toulouse Métropole soit partagée entre les dogmatiques (Régie Publique) et les pragmatiques (DSP). Pour le Maire de la troisième ville du département, il est peu glorieux de se protéger par anticipation, en se dérochant devant son statut d' élu de la République et la responsabilité que celui-ci lui confère à savoir: construire démocratiquement, faire et assumer des choix politiques.

En conclusion, le 13 décembre vous aurez à choisir les dividendes et la bourse, ou l'intérêt général pour améliorer la vie de la cité et des citoyens. Il ne s'agit de rien d'autre que ça.

De la même manière que les conseillers communautaires de Nice, de Lyon, de Paris, de Castres....., comme de la majorité des communes qui participent courageusement au mouvement progressiste et moderne actuel de retour à la Régie Publique, le vote qui vous engagera devant les citoyens le 13 décembre, ne sera ni dogmatique, ni pragmatique mais il sera politique !

La CGT vous appelle à faire le bon en choisissant le Service Public!!

Dans l'attente, je vous prie d'agréer l'expression de ma haute considération.

Le Secrétaire Général

Cedric Caubère

